

ENTRETIEN AVEC RAFAEL CORREA, PRESIDENT DE L'EQUATEUR

“ La Révolution citoyenne est une révolte des citoyens indignés ”.

Cet entretien a été initialement publié dans le numéro 77 (septembre/octobre 2012) de la revue britannique *New Left Review (NLR)* (<http://newleftreview.org/II/77/rafael-correa-ecuador-s-path>).

Mémoire des luttes présente ici une traduction en français de cet entretien qui intègre un ajout sous forme de “Post-scriptum” réalisé après la mise sous presse de NLR.

Dans cet échange, le président sortant et actuel candidat à l'élection présidentielle du 17 février, revient de manière réflexive sur l'ensemble de son action et présente ses projets pour le futur. Et ce, dans les domaines de l'économie, de la vie démocratique, des réformes sociales, de sa confrontation avec les institutions financières internationales, de la résolution de la crise de la dette, des conflits entre le gouvernement et une partie des mouvements indigènes, de l'intégration régionale, de l'écologie, etc.

LA VOIE DE L'EQUATEUR

L'Amérique latine est la seule région du monde où les inégalités ont reculé et où la participation démocratique a progressé sous une série de gouvernements «bolivariens» ou sociaux-démocrates au sens large, élus depuis 1999 : Hugo Chavez au Venezuela, Nestor Kirchner et Cristina Fernandez en Argentine, Evo Morales en Bolivie, le Frente Amplio en Uruguay, les sandinistes au Nicaragua et Ollanta Humala au Pérou. La victoire de Rafael Correa en Equateur, en 2006, a constitué une étape centrale de ce processus, confirmant la poussée de la gauche dans la région et élargissant l'éventail des modèles politiques possibles. Pour Correa comme pour les autres, la route conduisant au pouvoir a été construite sur les ruines de l'ordre politique précédent. Après la spirale de l'endettement dans les années 1980 et l'assaut néolibéral des années 1990, l'Equateur a connu l'effondrement total de son économie en 1999-2000, avec pour conséquence la déstabilisation chronique de son système partidaire, le palais Carondelet voyant se succéder six présidents en dix ans. Le mandat de Rafael Correa, comme celui des autres leaders bolivariens, a été marqué par un processus constitutionnel démocratique, par des mesures de redistribution et par la volonté de préserver la souveraineté économique du pays en matière de dette et de ressources en rejetant les diktats du FMI et de la Banque mondiale. Cependant, l'Equateur possède certaines caractéristiques qui le distinguent du reste du continent : le poids des peuples indigènes y est moins important qu'en Bolivie et au Pérou ; l'Alianza Pais, qui regroupe 30 partis et mouvements, est sans doute une alliance de gouvernement plus hétéroclite qu'ailleurs ; et le gouvernement de Rafael Correa a été le premier au monde à entreprendre un audit transparent et public de la dette nationale. Réélu en vertu de la nouvelle Constitution en 2009, Correa est déjà resté plus longtemps au pouvoir, de manière ininterrompue, que n'importe quel autre président équatorien depuis le 19e siècle, et sa reconduction à l'issue des élections de début 2013 semble très probable. Malgré le flot de critiques virulentes de la part de la droite, ses adversaires sont loin derrière lui dans les sondages – quoique peu fiables –, qui le créditent de 45 à 60% des intentions de vote. Son concurrent

Le plus crédible est Guillermo Lasso, un banquier de Guayaquil membre d'Opus Dei, avec environ 15% des intentions de vote, contre moins de 10% pour Lucio Gutierrez, ex-président chassé du pouvoir en 2005 par un soulèvement populaire, et Alberto Acosta, un ancien ministre du gouvernement de Correa qui a fait dissidence en juin 2008, notamment en raison d'un désaccord autour de la question de l'extraction de ressources naturelles dans les zones indigènes. Quel est en réalité le bilan du gouvernement de Correa, et dans quelle mesure ce dernier est-il à même de répondre aux critiques ? Interviewé à la suite de l'affaire Assange, le président équatorien a évoqué sa formation, les politiques économiques et sociales de son gouvernement et les dilemmes écologiques que son pays devra résoudre.

Pouvez-vous nous dire quelques mots sur votre parcours personnel et votre formation politique ?

Ma formation trouve son origine dans la théologie de la libération et la doctrine sociale de l'Eglise catholique. Je suis né à Guayaquil en 1963. J'ai étudié à l'Université catholique de Santiago de Guayaquil, où je militais au sein d'un mouvement de gauche dans le département d'économie. Nous avons été la première organisation de gauche à être élue à la présidence de la fédération étudiante de cette université, qui était l'une des plus conservatrices du pays. C'était une période difficile : l'Equateur était gouverné par l'administration Febres Cordero, un gouvernement de droite particulièrement répressif¹. J'ai ensuite travaillé pendant un an comme bénévole à Zumbahua, une région indigène à 3600 mètres d'altitude, avant d'obtenir une bourse pour étudier en Europe. A Louvain, j'ai également pris part à la vie politique étudiante, puis je me suis marié et je suis parti aux États-Unis pour préparer mon doctorat. J'ai cessé de militer, sans pour autant abandonner mes convictions. Certains, qui se disent de gauche radicale, prétendent que je ne suis pas de gauche car je n'étais pas actif à leurs côtés à l'époque, mais il s'agit là d'une preuve d'arrogance. Il existe de multiples manières de se former et de s'impliquer à gauche, et la théologie de la libération comme la doctrine sociale de l'Eglise en font partie.

L'Equateur a subi une crise économique en 1999-2000, suivie d'une période de troubles politiques – les présidents Mahuad et Gutierrez ont été destitués en 2000 et 2005, des personnalités non élues occupant le pouvoir dans l'intervalle. Dans quelles circonstances avez-vous rejoint le gouvernement du successeur de Lucio Gutierrez en 2005 ?

De temps en temps, je conseillais bénévolement Alfredo Palacio lorsqu'il était vice-président de la République². Je ne l'avais jamais rencontré, mais j'étais entré en contact avec lui via un ami commun, Ruben Barberan, que j'avais connu alors que nous étions étudiants militants³. J'ai écrit plusieurs rapports pour le vice-président sur la dollarisation et sur les

¹ Leon Febres Cordero : président de l'Equateur de 1984 à 1988, membre du Parti social-chrétien. En mai 2008, Rafael Correa a créé une commission chargée d'enquêter sur la torture, les disparitions et les exécutions sommaires d'opposants perpétrées, selon diverses sources, par des escadrons de la mort sous les ordres du gouvernement dans les années 1980.

² Alfredo Palacio a été le vice-président de Lucio Gutierrez de 2003 à 2005. Il a accédé à la présidence suite à la destitution de ce dernier en avril 2005.

³ Ruben Barberan a été ministre des affaires sociales sous Palacio.

fonds pétroliers, qui ont été jugés pertinents. Gutierrez déchu, Alfredo Palacio a accédé à la présidence et m'a nommé ministre de l'économie et des finances.

Pourquoi avez-vous décidé de vous présenter aux élections présidentielles de 2006 ?

Lors de mon bref passage au ministère des finances – une centaine de jours –, nous avons prouvé que nous n'étions pas obligés de suivre la voie systématiquement mise en avant : soumission au FMI et à la Banque mondiale, remboursement de la dette extérieure sans prise en compte des dettes sociales toujours en suspens. Cette résistance a fait naître beaucoup d'espoir dans la population. Lorsque j'ai démissionné, les gens sont descendus dans la rue – ce furent sans doute les premières manifestations de soutien à un ministre des finances organisées dans le pays ! J'avais initialement prévu de retourner enseigner à l'Université Santiago de Quito, mais j'ai été renvoyé juste avant le début du trimestre car, d'après la hiérarchie, j'étais un politicien. C'est alors que Ricardo Patiño⁴ et un groupe de collaborateurs m'ont rappelé que nous ne pouvions ignorer l'espérance née de notre action et le sentiment qu'il était possible de changer les choses. Nous avons voyagé à travers le pays et nous avons créé un parti politique pour gagner les élections présidentielles. Il était clair pour nous que si nous voulions changer l'Equateur, nous devons d'abord conquérir le pouvoir.

Quand avez-vous commencé à qualifier votre action de Révolution citoyenne ?

Au cours de la campagne, nous étions conscients que nos propositions étaient révolutionnaires dans la mesure où elles devaient conduire à un changement radical et rapide des structures existantes de la société équatorienne afin de transformer l'Etat bourgeois en une nation véritablement populaire. Face à la perte de légitimité de la classe politique, qui ne représentait plus que ses propres intérêts, nous avons compris que notre rôle, en tant que citoyens, était de révéler ses lacunes. Nous avons donc décidé de l'appeler Révolution citoyenne, une révolte des citoyens indignés. Nous avons ainsi anticipé de cinq ou six ans le mouvement des Indignés qui s'est récemment développé en Europe. Mais notre action était profondément bolivarienne en termes d'intégration régionale, et nous avons également été inspirés par la Révolution libérale d'Eloy Alfaro – la seule vraie révolution à s'être produite en Equateur avant la nôtre. Alfaro a été sauvagement assassiné en 1912 parce qu'il avait entrepris de changer radicalement les structures du pays telles qu'elles existaient à l'époque.⁵

⁴ Ricardo Patiño : fondateur de la branche équatorienne de Jubilé 2000, chef de cabinet de Rafael Correa lorsqu'il était ministre des finances en 2005 ; ministre des affaires étrangères de l'Equateur depuis janvier 2010.

⁵ Eloy Alfaro (1842–1912) : leader de la Révolution libérale équatorienne de 1895. Au cours de ses deux mandats de président (1895–1901, 1906–1911), il fit adopter une série de réformes modernes – séparation de l'Eglise et de l'Etat, redistribution des terres, mise en place de l'éducation primaire gratuite, suspension du remboursement de la dette, construction de chemins de fer – qui rencontrèrent une forte opposition de la part des propriétaires terriens et de l'Eglise. Au cours de troubles civils, il fut sommairement assassiné aux côtés de plusieurs autres libéraux, leurs corps étant traînés à travers les rues de Quito et publiquement brûlés.

Vous avez accédé au pouvoir début 2007. Plus tard dans l'année, l'économie mondiale a été frappée par la crise du crédit qui s'est transformée en crise financière en 2008. Quel a été l'impact de cet événement sur l'Equateur, et comment votre gouvernement a-t-il tenté d'y faire face ?

La crise nous a portés trois coups majeurs. En plus des conséquences habituelles – perte de marchés d'exportation, réduction de la marge de manoeuvre financière, etc. –, les transferts d'argent des émigrés, qui avaient soutenu le pays de la crise de 1999 jusqu'au début de mon mandat, se sont effondrés. Le prix du pétrole a également reculé, ce qui a ébranlé un autre pilier de l'économie nationale. Cependant, en 2009, alors que l'Amérique latine a connu une contraction de 2%, nous avons enregistré une croissance, certes faible – inférieure à 1% –, mais positive. Sans fausse modestie, ce résultat était d'autant plus remarquable que notre économie était dollarisée depuis 2000, ce qui nous privait de l'un des instruments-clés de la politique économique. Comment avons-nous réussi à résister ? Grâce à l'alliance d'un savoir-faire technique et d'une certaine vision de l'intérêt général : agir pour le bien de nos citoyens, et non pour servir le capital financier. Ainsi, nous avons autrefois une banque centrale autonome, ce qui constitue l'un des plus grands pièges du néolibéralisme, car quel que soit le gouvernement en place, une telle institution perpétue l'ordre établi. Grâce à la Constitution de 2008, cette banque n'est plus indépendante. Nous avons tiré parti des rares avantages offerts par la rigidité d'un système dollarisé : par exemple, nous n'avons pas besoin de réserves pour soutenir la monnaie nationale. Lorsque la Banque centrale était autonome, elle disposait de millions de dollars d'épargne nationale – le principal contributeur étant la Sécurité sociale – qu'elle expédiait à l'étranger, en Floride. Suite à l'introduction d'un contrôle démocratique, nous avons pu récupérer ces réserves et les utiliser pour stimuler l'économie. Concernant les banques privées envoyant des fonds à l'étranger, nous avons établi un coefficient domestique de liquidités les obligeant à rapatrier cet argent. Nous avons également obtenu de nouveaux financements en provenance de la Chine. Grâce à tous ces éléments, nous avons pu prendre des mesures contre-cycliques pour lutter contre les effets de la crise. Au lieu de réduire les dépenses publiques, nous les avons accrues. Ces initiatives nous ont permis d'enregistrer une croissance en 2009. D'après la CEPAL, l'Equateur a été l'un des pays se remettant le plus vite de la crise, et l'an dernier, il a été classé parmi les trois États à la croissance la plus rapide d'Amérique latine.

Quels ont été les avantages et les inconvénients de la dollarisation mise en place par le président Mahuad en 2000 ?

La dollarisation a été un suicide monétaire pour l'Equateur. Et elle n'a pas été décidée, comme en Europe, pour instaurer une monnaie commune transnationale : il s'agissait dans notre cas d'adopter une monnaie étrangère. Par conséquent, notre devenir économique dépend dans une large mesure de l'adéquation entre la politique monétaire des États-unis et nos propres besoins. Nous avons eu beaucoup de chance ces dernières années, car dans l'ensemble, cela a fonctionné. L'affaiblissement du dollar nous a été favorable, tandis que certains pays qui n'ont pas le dollar comme monnaie ont été confrontés à des problèmes : appréciation du real, perte de compétitivité à l'exportation, etc. Mais il faut faire la différence entre une bonne politique et la bonne fortune. La dollarisation a été une grave erreur qui ne nous a, par chance, pas porté préjudice.

En 2008, vous avez mis sur pied une commission dans le but de réaliser un audit public de la dette, qui avait atteint 10,3 milliards de dollars au début de votre mandat, soit un peu plus du quart du PIB. Quelle était votre intention, et quelles ont été les répercussions de cette mesure ?

Le coût de la dette extérieure constituait l'un des principaux obstacles au développement de

l'Equateur. Le service de la dette avait fini par engloutir 40% du budget, c'est-à-dire trois fois les dépenses sociales – éducation, santé, etc. L'allocation des ressources montrait qu'il était aux commandes de l'économie : les banquiers, les crédateurs, les institutions financières internationales. Nous avons alors organisé la création de la Commission pour l'audit intégral du crédit public (CAIC). C'était la première fois qu'un organe de ce type était constitué en Amérique latine à l'initiative d'un gouvernement – par opposition à la société civile. La commission a prouvé, sans laisser le moindre doute, ce que nous savions déjà : la dette extérieure était quelque chose d'immoral, une escroquerie. Ainsi, les obligations mondiales de 2012 et de 2013 s'étaient vendues sur le marché secondaire à 30% de leur valeur, mais nous avons dû les payer à 100%. En examinant les contrats, la commission a également mis au jour de nombreuses preuves de corruption et de conflits d'intérêt. En décembre 2008, la CAIC a ainsi jugé cette dette immorale, et nous avons déclaré un moratoire unilatéral sur ces obligations. Nous nous trouvions alors en position de force sur le plan économique – le prix du pétrole était élevé, les exportations en hausse –, ce qui était délibéré. Cela impliquait une chute de la valeur de la dette. Nous avons forcé nos crédateurs à négocier et à céder leurs obligations lors d'une vente aux enchères. Nous avons réussi à racheter notre dette à 32-33% de sa valeur, ce qui a représenté plusieurs milliards de dollars d'économies pour le peuple équatorien, à la fois en capital et en versements d'intérêts. Ce rachat nous a permis de dégager une quantité considérable de ressources que nous avons pu consacrer à la sphère sociale. Nous avons ainsi dépensé trois fois plus de fonds dans l'éducation, la santé et le logement que dans le service de la dette.

Quelles politiques votre gouvernement a-t-il mis en oeuvre afin de réduire les inégalités ?

L'Amérique latine est hélas la région la plus inégalitaire du monde. Et sur ce continent, ce sont les pays andins qui détiennent la palme. C'est pourquoi il était insensé d'appliquer dans un pays tel que l'Equateur les recettes du néolibéralisme, qui est censé être fondé sur la concurrence et la liberté du marché, au cours des dernières décennies. De quelle concurrence parlaient-ils ? Ce fut un massacre. A présent, nous nous efforçons de réduire les inégalités et la pauvreté au moyen de quatre piliers. Premièrement, nous imposons davantage les riches. Nous avons établi un système fiscal bien plus progressif, et les citoyens paient leurs impôts. Résultat : les recettes ont doublé. Ces ressources, associées aux revenus du pétrole et aux fonds économisés en réduisant le fardeau de la dette, peuvent être consacrées à l'éducation, à la santé, etc. Deuxièmement, nous avons mis en place l'égalité des opportunités. La population n'a plus à payer pour accéder aux soins ou à l'éducation, qui étaient autrefois un luxe pour les pauvres – l'inscription à l'école coûtait 25 dollars par enfant, alors qu'elle est entièrement gratuite aujourd'hui (certains enfants reçoivent même des livres et des uniformes).

Troisièmement, nous avons repris les rênes du marché et amélioré le monde du travail. Le marché est une réalité à laquelle on ne peut échapper, mais cela ne signifie pas pour autant qu'il faille le laisser s'auto-réguler. Il doit au contraire être régi par l'action collective. Nous entendons mettre fin à toutes les formes d'exploitation telles que la sous-traitance. Nous avons augmenté le salaire réel – nous avons réussi à combler le fossé entre le revenu d'une famille et un panier moyen de biens de consommation. Environ 60-65% des familles pouvaient s'acheter ce panier moyen au début de notre mandat : elles sont 93% aujourd'hui, le pourcentage le plus élevé de l'histoire du pays. Nous avons battu en brèche la théorie économique orthodoxe, selon laquelle pour créer de l'emploi, il est indispensable de baisser le salaire réel. En Equateur, ce dernier a fortement progressé, et nous affichons l'un des taux de chômage les plus faibles de la région (sous la barre des 5%). Nous avons également prêté attention à la qualité de l'emploi en nous assurant que les entreprises respectaient le droit du travail. Nous avons aussi baissé la rémunération du capital. Dans

notre pays, si quelqu'un proposait d'augmenter le salaire minimum de quelques dollars, il était taxé de démagogue, de populiste, mais personne ne s'offusquait de taux d'intérêt de l'ordre de 24-25%. Nous avons considérablement réduit les taux d'intérêt, à 8-9%, pour les entreprises.

Enfin, nous distribuons notre patrimoine social de manière appropriée. Autrefois, notre pétrole faisait l'objet d'un gaspillage : avant le gouvernement Palacio, les sociétés transnationales accaparaient l'équivalent de 85 barils sur 100. Aujourd'hui, nous avons renégocié les contrats et le rapport a été inversé. Autre exemple : suite à la crise économique de 1999-2000, de nombreuses entreprises utilisées comme garanties d'emprunts auraient dû atterrir dans le giron public ; or c'est nous qui les avons nationalisées. Dans le cas du groupe Isaias, détenu par la famille du même nom, nous avons récupéré environ 200 entreprises en 2008. D'autres gouvernements les auraient sans doute à nouveau privatisées pour qu'elles reviennent aux mains des mêmes propriétaires. Nous avons choisi de recourir au système bancaire public pour permettre aux travailleurs de racheter une partie ou l'intégralité de ces entreprises.

Vous avez mentionné une augmentation des rentrées fiscales. Comment avez-vous atteint ce résultat ?

En combinant crédibilité, contrôles et incitations. A Guayaquil nous avons un dicton : « Le singe sait sur quel arbre il faut grimper. » Les entrepreneurs et les banquiers d'Équateur savaient que s'ils ne payaient pas leurs impôts, ils avaient des amis au gouvernement et que rien n'allait leur arriver. Quand il est devenu clair qu'il y avait un nouveau gouvernement auquel ils n'allaient pas pouvoir donner des ordres ils ont commencé à payer leurs impôts. Deuxièmement, nous avons beaucoup amélioré les contrôles, et le *Servicio de Rentas Internas* (SRI) s'est aussi beaucoup amélioré en termes de ressources humaines. Troisièmement, les incitations : par exemple, nous avons fait d'une pierre deux coups en autorisant les déductions fiscales pour les familles qui avaient engagé des dépenses pour le logement, la santé et l'éducation. Auparavant, un homme ayant six enfants et gagnant 20 000 dollars payait la même chose qu'un célibataire au même revenu; maintenant le système est plus juste. En même temps, pour obtenir ces déductions tout le monde a dû fournir des factures. Cela signifie que nous avons amélioré les rentrées d'impôt des professions libérales indépendantes (médecins, dentistes) et des contrats de location etc. Un autre exemple dans le secteur bananier : les producteurs vendaient pour 600 millions de dollars et payaient 1 million en impôts, c'était ridicule. Nous avons mis en œuvre une nouvelle formule pour calculer à l'avance le montant de l'impôt dû ; si certains veulent contester la formule (ce qui serait embarrassant pour eux, car cela voudrait dire qu'ils vendent leurs bananes à perte) nous les soumettons à un audit. Il y a eu beaucoup d'autres réformes qui nous ont permis de mieux faire rentrer l'impôt.

Si nous nous tournons maintenant vers les questions de développement, comment envisagez-vous l'équilibre entre l'exploitation des ressources naturelles de l'Équateur et la préservation de son étonnante diversité écologique?

C'est une folie de dire non aux ressources naturelles, comme le propose une partie de la gauche : non au pétrole, aux mines, au gaz, à l'hydroélectricité, aux routes. C'est une gauche infantile, qui ne peut que légitimer la droite. Dans la tradition classique du socialisme, je ne vois pas où Marx, Engels, Lénine, Mao, Ho Chi Minh ou Castro ont dit non à l'exploitation des mines ou des ressources naturelles. C'est une nouveauté absurde, mais c'est comme si elle était devenue une partie fondamentale du discours de gauche. Elle est d'autant plus dangereuse qu'elle vient de gens qui sont censés parler le même langage. Avec autant de restrictions, la gauche sera impuissante à offrir un quelconque projet

politique viable.

Nous ne pouvons pas perdre de vue le fait que l'objectif principal d'un pays comme l'Équateur est d'éliminer la pauvreté. Et pour cela nous avons besoin de nos ressources naturelles. Il y a ici des gens qui semblent prêts à créer plus de pauvreté mais à laisser ces ressources dans le sol, ou qui voient même la pauvreté comme quelque chose de folklorique, comme si les enfants des montagnes du centre devaient continuer à mourir de gastroentérite et l'espérance de vie rester à 35 ans. C'est criminel. Qui plus est, si vous regardez les pays capitalistes qui ont réussi à vaincre la pauvreté par le développement - la Corée du Sud, Taïwan, Singapour - tous ont imposé de fortes doses d'exploitation du travail sur une longue période de temps, afin d'accumuler ce qu'il fallait de talents humains, scientifiques, technologiques etc. Grâce à ses ressources naturelles, l'Amérique latine n'a pas à subir ce type d'exploitation. Par exemple l'Équateur vient de grimper de 16 places dans le rapport sur la compétitivité globale du Forum économique mondial. Je ne crois pas beaucoup à ces classements, c'est un mélange d'idéologie et de questions techniques - dérégulation des marchés, flexibilité du travail, etc. Mais nous avons gagné des places, principalement à cause d'améliorations dans les communications et les infrastructures. Elles ont été rendues possibles grâce à nos ressources naturelles. Sans ces ressources nous aurions peut-être été obligés de recourir à l'exploitation du travail. C'est inacceptable. Nous ne le permettrons jamais, et nous n'y sommes pas obligés. Ce que nous devons faire c'est exploiter ces ressources de manière correcte.

Mais il y a eu de nombreux désastres liés à l'exploitation du pétrole ou des mines.

Bien sûr, c'est vrai. Mais c'est une chose de dire qu'il y a eu de mauvais chanteurs, et une autre de dire que la chanson est mauvaise. Il y a un autre argument fallacieux dans une partie de la gauche : celui de dire que, comme les choses ont été mal faites dans le passé, elles continueront à être mal faites. Tout peut être un fléau : le tourisme sexuel en Asie, le jeu à Las Vegas, l'agriculture qui utilise beaucoup de produits chimiques ou importe des plantes qui menacent la flore locale. Mais il y a de bonnes formes de tourisme et d'agriculture. Le pétrole a causé beaucoup de dégâts, et l'industrie minière a pratiquement détruit des pays entiers, mais il n'est pas inévitable qu'il en aille ainsi. Le premier projet d'extraction du pétrole mené à bien par mon gouvernement à Pañacocha, en Amazonie, comprend plusieurs alternatives pour un développement non-polluant. Si nous exploitons les ressources naturelles avec prudence, cela peut même bénéficier à l'environnement, de deux manières. D'abord, la richesse nuit à l'environnement par la consommation d'énergie, mais la pauvreté aussi : je ne peux pas dire à une famille pauvre qui vit près d'une forêt de ne pas couper les arbres. En réduisant la pauvreté, nous pouvons préserver l'environnement. Deuxièmement, il existe toute une série d'idées fausses : que le pétrole détruit la jungle, par exemple. Qu'est-ce qui cause le plus de dommages à la jungle? C'est l'expansion de la frontière agricole. Pour éviter cela nous devons créer des sources d'emploi et de revenu alternatives. Il y a aussi l'idée que l'extraction minière contamine les réserves d'eau. Ce n'est pas vrai : la cause principale de la pollution de l'eau sont les égouts de Quito, qui se déversent toujours dans la rivière Machángara, aujourd'hui totalement contaminée. Pour changer cette situation nous avons besoin de centaines de millions de dollars. Nous pouvons tirer ces ressources de l'industrie minière. C'est-à-dire qu'une exploitation appropriée des ressources naturelles peut aider à préserver la nature plutôt que la détruire.

En décembre 2007, votre gouvernement a lancé l'Initiative Yasuní-ITT, dans laquelle les réserves de pétrole qui sont sous le parc national Yasuni en Amazonie doivent être laissées intactes, en échange d'une compensation. Pouvez-vous expliquer la réflexion qui sous-tend cela ?

Les plus grandes réserves prouvées de pétrole du pays sont à Yasuni-ITT : près de 900 millions de barils. Cela représenterait en valeur courante environ 14 milliards de dollars, une somme dont le pays a besoin pour sortir de la pauvreté. Nous sommes prêts à y renoncer, pour continuer à générer un bien public environnemental global. Mais nous avons besoin d'une compensation pour cela. Nous ne demandons pas la totalité des 14 milliards, mais plutôt une partie. Comment avons-nous calculé cette part ? Si le pétrole devait être extrait, cela entraînerait l'émission de plus de 400 millions de tonnes de CO² dans l'atmosphère. C'est pourquoi nous devrions recevoir la valeur de ces tonnes sur le marché du carbone. Ceci correspond au concept de ce qu'on a appelé émissions nettes évitées. Kyoto avait dressé une liste de ce qui devait recevoir une compensation, comme la déforestation, pour laquelle existe le programme UN-REDD, et on continue à y ajouter des éléments, mais on n'est pas encore arrivé au concept intégrateur d'émissions nettes évitées, qui est ce qui devrait recevoir une compensation.

La coordination de l'action internationale sur le changement climatique semble plus incertaine aujourd'hui qu'il y a dix ou vingt ans. Voyez-vous une manière de revitaliser ce mouvement ?

Au bout du compte, le problème est politique. Quand il y a une crise, agit-on dans l'intérêt des humains ou du capital ? Regardez l'Espagne : il y a de l'argent pour sauver les banques mais pas les maisons des ménages. Au niveau global, les biens environnementaux sont générés par le Tiers-monde et consommés gratuitement par le Premier. Imaginez un instant la situation inverse : que nous soyons ceux qui polluent la planète et que la forêt amazonienne soit aux États-Unis et en Europe. Ils nous envahiraient et exigeraient une compensation, au nom de la justice, des principes de la civilisation, des lois internationales. Mais ce sont eux qui sont forts, avec leurs armées, leurs missiles etc. Pourquoi devraient-ils nous donner une compensation? Tant que les rapports de force n'auront pas changé, il y aura beaucoup de rhétorique et peu d'actes. Quelques enthousiastes disent qu'avec ce qui est en train de se passer en Amérique latine, ce rapport de force va être modifié par le Sud. Je crois que c'est une erreur : nous sommes encore loin de pouvoir influencer sur les rapports de force au niveau global. Ce sont les citoyens du Nord qui vont les modifier. C'est pourquoi le mouvement des indignés et Occupy Wall Street ont soulevé un tel espoir, c'était un réveil des citoyens du Premier monde. Mais c'est seulement quand ces citoyens se seront révoltés contre les structures dominantes que nous passerons de la rhétorique aux actes, afin que de vrais engagements puissent être pris pour éviter le changement climatique et préserver la seule planète que nous avons.

Quelle est la réflexion qui guide votre politique sur les universités ?

Il y a deux dimensions à notre politique de l'enseignement supérieur. La première est sociale. On disait que l'éducation était gratuite ici, mais elle ne l'était pas : les universités publiques faisaient payer des droits d'inscription, ce qui veut dire qu'un milliard de dollars de dépenses pour l'enseignement public (un gros investissement pour un pays comme l'Équateur) allait aux plus riches. La Constitution de 2008 a déclaré que l'enseignement supérieur devait être absolument gratuit. Les résultats ont été extraordinaires : par exemple, les taux d'inscription pour les indigènes et les Afro-équatoriens ont augmenté de façon exponentielle, et 15 000 des 204 000 étudiants qui sont entrés à l'université cette année venaient de familles bénéficiaires du Bon de développement humain, une allocation gouvernementale pour les familles à bas revenus⁶. Ce n'est pas nous qui avons créé ce Bon, nous l'avons amélioré techniquement ; et je suis convaincu que les allocations en argent,

⁶ Ce dispositif a été mis en place par le gouvernement Gutiérrez en 2003 sur la base d'une fusion de deux autres programmes antérieurs.

bien qu'elles apportent indéniablement une aide, ne vont pas mettre fin à la pauvreté. Ce sont les opportunités qui mettront fin à la pauvreté, et le fait que les gens puissent maintenant aller à l'université, que l'enseignement soit démocratisé, signifie une chance immense en termes d'opportunités. La seconde dimension est la qualité. Une autre des erreurs de la gauche est de confondre démocratie et médiocrité : l'idée que tout le monde devrait pouvoir aller à l'université, et que l'état doit payer quel que soit le type d'études qu'ils choisiront. Par exemple, nous avons 49 facultés de droit, qui ne s'étaient jamais coordonnées, desquelles sortaient 60 000 avocats dans un pays comme l'Équateur. Et pourtant on voudrait que nous continuions à subventionner davantage de facultés de droit. Forts de notre crédibilité et de notre soutien populaire, nous avons dit non : nous devons financer l'enseignement en fonction des besoins du pays. Ces jeunes ne sont pas là pour éponger les impôts de la société, il faut qu'ils soient préparés à la transformer.

En octobre 2010 nous avons adopté une nouvelle loi organique sur l'enseignement supérieur qui a créé des examens d'entrée nationaux. Ils sont conçus pour tester les aptitudes plus que les connaissances, si bien que les étudiants pauvres venant d'institutions médiocres ont la même chance de réussir que les riches. La loi a aussi créé des évaluations de la qualité des universités. Lors de la première évaluation, 26 ont été classées dans la catégorie E, la plus basse des cinq. Ceci veut dire que ce n'était pas du tout des universités – à tel endroit c'était un garage avec un tableau noir qu'on appelait université, c'était une tricherie perpétrée contre la société. Les 26 universités concernées ont eu une année pour s'améliorer, et quand une nouvelle évaluation a été faite, 14 ont eu des résultats insuffisants. Nous les avons donc fermées – un événement sans précédent dans l'histoire de l'Amérique latine et peut-être du monde, particulièrement dans une démocratie. Par ailleurs les universités de la catégorie A reçoivent un soutien important, et nous sommes en train de créer quatre centres d'excellence dans l'enseignement supérieur : l'université régionale d'Amazonie, l'Ikiam, spécialisée dans les sciences de la vie, au sein du plus grand laboratoire naturel de la Terre ; dans le nord du pays, à Yachay, une « ville du savoir » dédiée aux sciences exactes; à Azogues, dans les montagnes du sud, une université pédagogique, pour améliorer de façon significative la formation de nos enseignants universitaires; et l'université des arts à Guayaquil. La Loi organique impose aussi que d'ici à 2017, tous les professeurs titulaires aient un doctorat. On s'est plaint que c'était irréaliste étant données les réalités nationales, que parce que la réalité nationale est médiocre, nous devons rester médiocres. Nous ne céderons pas aux pressions : nous allons allouer des fonds budgétaires pour un programme de bourses, pour que nos personnels enseignants puissent étudier à l'étranger en vue d'un doctorat. Sans amélioration de la qualité des enseignants il n'y aura pas d'amélioration substantielle de la qualité de l'enseignement. La qualité médiocre des universités est un problème régional. Une étude récemment publiée indique que la première université latino-américaine au classement mondial, à São Paulo, est à la 139ème place. Il nous faut prendre des mesures énergiques pour surmonter dès que possible ce problème qui nous tient ancrés au sous-développement.

Quelles ont été les relations entre les communautés indigènes et la révolution citoyenne? Quelle est la place de ce que vous appelez *sumak kawsay* - le « bien vivre » - dans le socialisme du 21e siècle ?

Leur contribution a été d'une grande importance. Les communautés indigènes ont posé des défis fondamentaux aux notions traditionnelles de citoyenneté. On peut le voir de plusieurs manières dans la nouvelle constitution. Nous définissons maintenant notre république comme un état « plurinational », reconnaissant les communautés indigènes en tant qu'entités distinctes et fondamentales, dotées de droits et d'un statut distincts. C'est aussi largement grâce aux communautés indigènes que la nature elle-même est reconnue comme valeur fondamentale placée sous la responsabilité de la nation. Les principes philosophiques

de *sumak kawsay* soulignent la primauté de la valeur d'usage sur la valeur d'échange, et cela nous a aidé à définir nos politiques. Tout en insistant sur la nécessité d'un développement réel, nous ne réduisons pas cela étroitement au PNB défini en termes monétaires, mais nous prenons plutôt pleinement en compte ses coûts et ses conséquences à tous les niveaux, en imposant des contrôles sévères. La population indigène a un rôle important à jouer dans la définition de nos valeurs – mais bien sûr, il y a de la diversité au sein des communautés indigènes, si bien que nous avons besoin d'un dialogue continu sur ce qu'impliquent réellement nos principes en pratique. Selon les questions, certaines communautés indigènes ont soutenu le gouvernement, d'autres parfois s'y sont opposées. Naturellement c'est une déception de voir certains chefs indigènes exprimer leur soutien même à des leaders de droite comme Lucio Gutiérrez, mais nous espérons qu'avec le temps ces différences seront surmontées à un plus haut niveau.

Que répondriez-vous aux critiques, aussi bien en Équateur qu'au-dehors, qui disent que votre gouvernement a bridé la liberté de la presse ?

Il y a si peu de liberté de la presse qu'ils peuvent justement le dire et l'imprimer tous les jours ! Les médias ont toujours été un de ces pouvoirs de fait qui ont dominé les pays d'Amérique latine. Ce sont eux qui faisaient élire les présidents, dictaient leur politique et s'érigeaient en juges. Mais il y a maintenant des gouvernements progressistes qui jouissent d'une grande légitimité et d'un soutien populaire – en Équateur, en Argentine, en Bolivie, au Venezuela – et qui ne sont pas prêts à se soumettre au pouvoir des médias. Donc les médias, comprenant qu'ils sont en train de perdre leurs anciens privilèges, ont monté une campagne permanente pour discréditer ces présidents et leurs gouvernements, à la fois sur le plan personnel et sur celui des projets politiques, aux niveaux national et international. Les principaux journaux nationaux en Équateur sont la propriété de quelques familles de l'oligarchie, qui ont toujours été de droite et ont dans le passé soutenu les dictatures. Il s'agit d'entreprises extrêmement corrompues, qui ont pris l'habitude de contrôler les gouvernements. Cela pourrait surprendre ceux qui ne connaissent pas la presse latino-américaine, mais par exemple la comparution de Murdoch devant la commission d'enquête Leveson en Angleterre – eh bien, si nous avions fait ne serait-ce que le dixième de ça, on nous aurait accusés d'attaquer la liberté d'expression. Les gens en Europe et aux États-Unis ne comprennent pas que le simple fait de demander aux médias de payer leurs impôts est interprété comme une attaque contre la liberté d'expression. Avec le type de presse que nous avons en Amérique latine, ce ne sont pas des journalistes héroïques et persécutés qui dénoncent la corruption des autorités politiques, mais c'est souvent le contraire.

Dans deux cas précis -un article paru dans *El Universo* par Enrique Palacio après la tentative de putsch contre vous en septembre 2010, et *El Gran hermano*, un ouvrage publié la même année détaillant les allégations de corruption contre votre beau-frère - vous avez porté l'affaire devant les tribunaux. Ils ont statué en votre faveur, mais avec le recul, était-il sage de poursuivre?

Dans un État où il y a la règle de droit, comme l'Équateur, ce ne sont pas les journalistes qui sont poursuivis, mais les infractions. Ce journal a commis un délit de diffamation et de calomnie, en disant que j'ai ordonné aux forces armées de faire feu sur un hôpital rempli de civils. Que se passerait-il si en Angleterre un journal écrivait que la reine était coupable de crimes contre l'humanité ?

Là-bas, ces calomnies seraient inadmissibles, mais ici, c'est «la liberté de la presse ». La loi interdit la diffamation, et nous avons près de 12 000 cas similaires ici. Mais quand un de ces cas est contre un journaliste ou un journal, il devient une atteinte à la liberté d'expression. En fait, le magazine *Vanguardia* vient de sortir d'un procès pour diffamation contre notre ministre des Relations de travail, les accusant de ne pas respecter la réglementation du

travail. Les médias pratiquent la même chose qu'ils critiquent tous les jours. Je sais qu'il y a un débat sur l'opportunité de sanctionner la diffamation ou pas. Personnellement, je suis en faveur de la pénaliser. Je ne comprends pas pourquoi, si vous pouvez aller en prison pour non-paiement des redevances, quelqu'un qui souille l'honneur et la dignité d'une autre personne ne devrait pas également aller en prison.

Il y a un double standard à l'œuvre ici. Je crois que la seule façon de faire face au pouvoir des médias : ses excès, sa corruption, sa mauvaise foi, est l'application de la loi. Et la loi doit s'appliquer à tout le monde.

Cela peut être vrai quand il y a une grande question politique en jeu, mais ne serait-ce pas judicieux de faire des exceptions dans certains cas?

Dans le cas d'*El Universo*, toutes les possibilités ont été épuisées. La Constitution stipule que lorsque des informations incorrectes sont imprimées, une correction doit être faite immédiatement. Ils ne les ont jamais corrigées. Au cours du procès initial, lors de l'appel, à la Cour de cassation, il leur a été demandé : corrigez l'erreur et c'est fini, nous ne voulons pas mettre quelqu'un en prison ou faire des millions sur le dos de quiconque. Mais telle était l'arrogance de ces personnes, avec la complicité d'autres médias nationaux et internationaux.

Par exemple, *El Universo* vient de recevoir un prix par l'Université de Columbia, qui a déclaré que le journal avait été poursuivi en justice pour m'avoir traité de dictateur. Un mensonge! Le journal m'a qualifié de criminel contre l'humanité et dit que j'aurai ordonné à l'armée de tirer sur un hôpital rempli de civils⁷.

Vous avez parlé du magazine *Vanguardia*, récemment perquisitionné par la police fiscale pour non-respect de la réglementation du travail. Étant donné qu'il s'agit d'un organe d'opinion, n'y avait-il pas de meilleur moyen de faire face à ses offenses?

Mais ce ne sont pas des choses distinctes. Les médias ne respectent pas la réglementation du travail parce qu'ils pensent qu'ils sont intouchables. Pour vous dire la vérité, j'ignorais tout de l'action contre la *Vanguardia*, tout comme le ministre des relations du travail. La décision a été prise par un fonctionnaire au sein du ministère. Il y avait déjà eu 3 000 inspections du travail et 300 cas de poursuites judiciaires, et le fonctionnaire ne voit pas pourquoi il avait à faire une exception pour *Vanguardia*. Nous avons saisi leur propriété. Avec les 300 autres, rien ne s'est passé. Mais parce que nous avons saisi des biens d'une société de médias, c'est devenu une attaque contre la liberté d'expression. Nous avons besoin de surmonter ce chantage. C'était encore une entreprise qui ne se conforme pas à la réglementation du travail, et la loi doit s'appliquer à tous. Il s'agit d'une attaque sur la primauté du droit de penser que, parce que vous avez une entreprise de médias, vous êtes au-dessus de la loi.

Dans le sillage de la décision de votre gouvernement d'accorder l'asile à Julian Assange, le gouvernement britannique a menacé de pénétrer dans l'ambassade équatorienne et l'enlever de force –le secrétaire aux affaires étrangères, William

⁷ *El Universo* a été l'un des cinq journaux ayant reçu le Prix Maria Moors Cabot en 2012. Celui-ci récompense des titres pour leur travail de reportage en Amérique latine. Parmi les autres vainqueurs de ce prix figure Teodoro Petkoff, dont le journal *Tal Cual* a régulièrement comparé le président du Venezuela à Hitler.

Hague, croyant évidemment qu'il était lord Palmerston.

La menace de la Grande-Bretagne était une erreur colossale qui a légitimé d'autant plus la position de l'Équateur.

Est-ce que le gouvernement équatorien a offert de permettre aux procureurs suédois de questionner Assange? Et si oui, quelle a été la réaction de la Suède ?

Il s'agit d'un point crucial, dont les Britanniques et les Suédois devraient être conscients. En plus des tentatives de dénigrement de notre gouvernement pour ne pas s'être soumis aux puissances impériales-dire qu'il y a un dictateur ici et ainsi de suite- il y avait cette idée que nous avons essayé de faire obstruction à la justice suédoise. Un mensonge! Nous avons passé des mois dans les discussions pour tenter d'obtenir les garanties que si Assange était extradé vers la Suède, il ne serait pas alors être extradé vers un pays tiers. Nous avons proposé que le procureur suédois questionne Assange -il est recherché pour être interrogé, il n'a pas encore été accusé de quoi que ce soit - à l'ambassade de l'Equateur à Londres, comme la loi suédoise le permet parfaitement, et comme cela a été fait dans d'autres cas; cela peut même être réalisé par vidéo.

Avec peut-être une dose d'arrogance, ils ont refusé, ils ne voulaient pas. Face à cette réticence à explorer les options qui permettraient d'étudier l'infraction reprochée, et à l'absence des garanties qu'Assange ne serait pas extradé vers un pays tiers, nous avons vu des signes évidents de persécution politique et les risques pour la vie Assange, et pris une décision souveraine de lui accorder l'asile. Mais les Britanniques et les Suédois doivent être très clairs sur ce point : personne ici n'avait aucun désir d'entraver le cours de la justice suédoise, nous avons essayé de la faciliter par toutes les façons, mais ce sont eux qui ont refusé.

D'une certaine manière, c'était Bradley Manning qui a rendu possible la totalité de l'opération « Cablegate » de WikiLeaks. Que peut-on faire pour attirer l'attention sur sa situation?

Si en Équateur, l'on n'avait fait un dixième de ce qui a été fait pour Manning, nous aurions été qualifiés de dictateurs, autoritaires, voire non civilisés. Mais là, personne ne pipe mot. Nous avons des raisons de croire que la procédure normale n'est pas appliquée, et que les droits de Manning ne sont pas respectés. Mais Manning n'a pas demandé l'asile, nous ne pouvons pas interférer dans ce qui est une affaire interne des États-Unis. Les organisations internationales de défense des droits de l'homme et l'ONU ont essayé de s'impliquer, et ont rencontré de sérieux obstacles.

Je ne justifie pas ce que Manning a fait, ou tout ce qu'Assange a fait, mais notre souci est que la procédure soit appliquée, et qu'il n'y ait pas de politique de persécution. L'Equateur n'accepte pas la peine de mort, il s'agit d'une atteinte aux droits de l'homme et, par conséquent, nous ne pouvons pas permettre à toute personne ayant demandé l'asile en Equateur d'être exposée à la peine de mort pour crimes politiques aux États-Unis. Nous voyons aussi quelques contradictions importantes ici. On pourrait dire que Manning a volé l'information, mais pas Assange. Alors, de quoi Assange est-il accusé ? Diffusion de l'information secrète des États-Unis. Mais les médias n'ont-ils pas aussi acheté cette information pour la diffuser? Le *New York Times*, *El País* et les autres journaux, pourquoi ne sont-ils pas poursuivis? Encore une fois, c'est une question de pouvoir. Assange est un simple citoyen, les autres sont des puissances médiatiques.

Les câbles divulgués contenaient-ils des révélations importantes sur l'Equateur?

Au départ, sur les 3 000 câbles de WikiLeaks environ portant sur l'Equateur, notre presse

corrompue a publié seulement ce qu'ils croyaient ne faire aucun mal. Plus tard, nous avons découvert de nombreux cas où cette même presse a été critiquée-où l'ambassadeur des Etats-Unis lui-même leur a dit, quand ils sont allés le voir au début de notre gouvernement, pour se plaindre du manque de liberté d'expression, qu'il ne faut pas diffuser de tels mensonges. Les câbles donnent aussi les détails de la façon dont les groupes de médias rivaux-*Teleamazonas*, qui appartient à la Banco Pichincha, et *TC Televisión* et *Gamavisión*, qui appartenait aux frères Isaías, sont parvenus à un accord de ne pas laver leur linge sale en public. Si vous êtes inquiet à propos de la liberté de presse, vous devriez lire le WikiLeaks, où l'ambassade elle-même dit qu'il y a une liberté de presse complète ici, et qu'il y a des excès et des abus de la part de médias qui conspirent pour cacher des informations qui nuisent à leur image⁸.

Dans le domaine de la politique étrangère, l'Équateur a pris une position remarquable : ne plus participer aux réunions l'Organisation des États Américains (OEA), sauf si Cuba était réadmis. Quelle était l'idée derrière cette décision?

Comment peut-il être appelé un Sommet des Amériques sans Cuba? Cuba a été délibérément exclue de l'OEA «parce qu'il n'y a pas de démocratie dans ce pays». Il n'y a pas de démocratie libérale telle que les États-Unis l'entendent. Mais le Chili de Pinochet, une dictature militaire sanglante qui a renversé un gouvernement démocratique, n'a jamais été exclu. Il s'agit d'une loi à deux vitesses. Comme Fidel Castro l'a dit, l'OEA a servi de ministère des colonies pour les Etats-Unis. Et en ce jour et à cette époque, nous ne pouvons pas continuer à permettre cela en Amérique latine. C'est pourquoi l'Équateur a déclaré que nous n'assisterons à aucun Sommet des Amériques, tant que Cuba n'y serait pas présent. Nous ne sommes pas allé au Sixième Sommet de Carthagène cette année, en signe de protestation, lorsque le sujet de Cuba a été discuté, 31 des 33 pays participant-les deux exceptions étant les Etats-Unis et le Canada -ont convenu que l'île doit être présente lors du prochain sommet. Je pense que cela a marqué un point important dans l'histoire de l'Amérique latine. Nous sommes passés du Consensus de Washington au consensus sans Washington.

Post-scriptum

NLR a posé les quelques questions suivantes à Rafael Correa une fois l'entrevue ci-dessus retranscrite. Le président n'a pas été en mesure d'y répondre avant de mettre sous presse, mais ses réponses sur les relations du gouvernement avec les mouvements indigènes de l'Équateur et sur le processus constitutionnel de 2007-2008 sont publiées ci-dessous.

L'interview complète sera disponible dans l'édition Spanishlanguage de NLR 77, publiée en ligne à l'adresse www.newleftreview.es.

Vous avez dit que les mouvements indigènes de l'Équateur ont apporté une

⁸ Par exemple, en février 2009, un câble de l'ambassade des Etats-Unis à Quito indiquait qu' « avec une certaine justification », Correa décrivait « les médias comme étant alignés sur l'élite politique et des affaires du pays, ceci faisant d'eux un obstacle à l'agenda du changement de sa Révolution citoyenne ». Dans le même temps, ce câble notait que « les médias privés ont démontré une solidarité entre eux pour se défendre contre les attaques et continuent de retranscrire négativement l'action de Correa et de son gouvernement ». Voir le câble 09QUITO108 sur WikiLeaks.org

importante contribution à la révolution citoyenne, mais certains d'entre eux, tels que la CONAIE, ont été très critiques envers votre gouvernement. Quels ont été les principaux points de différence et quelles formes de résolution avez-vous cherché?

Trois moments sont cruciaux pour comprendre les relations entre notre gouvernement et le mouvement indigène. Le premier est venu pendant la campagne électorale de 2006, lorsque notre coalition électorale Alianza País a approché les dirigeants du groupe indigène, Pachakutik, avec de candidats communs.

Nous avons fait cela en dépit du fait que Pachakutik avait été discrédité et a perdu une bonne partie de ses soutiens en servant dans le gouvernement de Lucio Gutiérrez de 2003-2005, qui a finalement été chassé du pouvoir par une insurrection populaire. Gutiérrez était un colonel qui avait été élu dans une alliance avec la gauche et ensuite trahi tous ses principes se déclarant meilleur allié de Bush, soutenant le Plan Colombie, offrant de signer un accord de libre-échange avec les États-unis, la nomination d'un banquier en tant que Ministre des Finances et un fonctionnement de l'économie sur des lignes néolibérales. Pachakutik a quatre ministres dans son cabinet, et même si le parti lui-même s'est retiré de l'alliance au bout de sept mois, plusieurs dirigeants Pachakutik sont restés en fonction jusqu'au dernier jour de l'administration Gutiérrez.

Après cela, beaucoup ont vu Pachakutik comme n'importe quel autre parti de l'establishment. Malgré tout, et parce que nous avons respecté la trajectoire du mouvement indigène, nous avons proposé une alliance Alianza País-Pachakutik pour la présidence, dirigé par celui qui aurait le plus de chances de gagner l'élection –devant être déterminé par une enquête nationale sur la question- avec l'autre comme vice-président. Ils ont refusé, et certains nous étaient très hostiles à cause de cette offre. Il a été suggéré que, après leur expérience avec Gutiérrez, il y avait opposition dans leurs rangs pour soutenir un candidat en dehors de leur propre mouvement, c'est peut-être vrai, mais je pense que la direction s'éloigne également de sa base, et elle savait que travailler avec nous signifierait ouvrir l'ordre du jour politique. Quand ils ont refusé notre proposition, nous avons offert la candidature de Lenin Moreno, cinq ans plus tard, cette décision semble avoir été sage, notamment parce qu'il a été le vice-président de tous les Équatoriens et non d'un seul secteur de la population.

Son travail en faveur des personnes handicapées a joué un rôle important, et il est maintenant une figure apprécié dans l'ensemble pays. Aux élections de 2006, nous sommes allés au deuxième tour contre le magnat de la banane multi-millionnaire, Alvaro Noboa, avec 23 pour cent des votes, tandis que le candidat Pachakutik a seulement eu 2 pour cent. Le peuple ne les voit plus comme une force capable de lutter pour le changement.

Et le deuxième moment?

Le deuxième moment est arrivé en 2007-2008, avec l'Assemblée nationale constituante. *Alianza País* a gagné 80 des 130 sièges dans cette assemblée, une majorité confortable. Malgré tout, nous avons mis sur la table chacun des points sans exception du programme indigène, malgré le fait que Pachakutik avait obtenu très peu de sièges à l'Assemblée. Au sein de ce débat, nous avons déclaré le caractère plurinational et interculturel de l'État équatorien, qui était une vieille exigence indigène. Dix ans plus tôt, quand Pachakutik avait gagné 10 % des sièges dans l'Assemblée constituante de 1998, ils n'avaient pas réussi à faire passer cela, bien qu'ils aient été plus forts à ce moment-là. Nous, de notre côté, étions tout-à-fait conscients de la légitimité de cette déclaration et nous avons insisté sur ce concept de pluri-nationalité dès le premier jour de session de l'Assemblée. Cela ne voulait pas dire, toutefois, que nous nous engageons dans la voie d'une fragmentation de l'État ou de la fin de l'unité nationale. L'idée a toujours été de reconnaître la diversité et la différence

afin d'être plus intégrés et plus soudés en tant que nation, pas pour accepter un type quelconque d'autonomie territoriale qui affaiblit l'État national. La gauche a aussi reconnu les droits de la nature, la possibilité de constituer des districts électoraux dans les territoires indigènes, le droit à l'eau en tant que bien public et l'idée de la démocratie dans les communautés indigènes.

Bien sûr, il y a eu des débats acharnés à l'Assemblée constituante sur certains points. Nous n'étions pas d'accord avec l'idée que les communautés devraient donner leur accord préalable quand l'État voulait utiliser les ressources stratégiques du pays. Cela a suscité beaucoup de mécontentement dans certains secteurs proches des mouvements indigènes. Les ressources naturelles sont des biens publics, sont propriété publique, et nous ne pouvons pas permettre que de petites communautés, aussi forte que soit leur légitimité historique, aient le dernier mot sur leur utilisation. En fin de compte la Constitution a intégré le concept de « consultation préalable », qui figure dans la Convention 169 de l'OIT. Quoi qu'il en soit, dans le référendum du 28 septembre 2008 sur l'approbation de la Carta Magna - la loi suprême - Pachakutik a soutenu le « oui », et nous avons gagné avec 63 % des suffrages. Malgré nos différences avec le mouvement indigène, il a été possible de partager de nombreuses positions communes – la lutte contre le néo-libéralisme, par exemple - et d'avancer politiquement, par le dialogue. C'est cela qui a été détruit par la suite par l'intransigeance de certains chefs et leur vision fragmentaire du pays. Nous gouvernons pour tous les Équatoriens, et nous ne pouvons pas céder aux pressions des minorités, aussi justifiées que puissent sembler leurs demandes.

La troisième moment est arrivé avec les élections de 2009, qui ont été organisées sur la base de la nouvelle constitution. Ici il y a deux éléments : d'une part, nous avons formé des alliances avec le mouvement indigène dans certaines régions – par exemple les provinces d'Imbabura et de Chimborazo, des territoires qui ont une forte population indigène, où les candidats d'Alianza País venant d'organisations indigènes ont obtenu des victoires claires. Dans d'autres régions les alliances ne se sont pas concrétisées, mais nous avons établi des relations avec les responsables intermédiaires et la base indigène; c'est la stratégie que nous avons adoptée, étant donnée l'impossibilité du dialogue avec certains des chefs indigènes. D'autre part, à la suite des élections de 2009 une vision corporatiste et rigide s'est emparée de certains leaders de la CONAIE. Ils avaient pris l'habitude de dicter des « mandats » au gouvernement central, qui était censé les accepter simplement parce qu'ils venaient de ces leaders. Ils n'étaient pas prêts pour le débat démocratique et refusaient d'accepter qu'un parti élu par le peuple puisse gouverner selon le programme avec lequel il s'était présenté. Ces leaders pensent que leurs mandats sont légitimes simplement parce qu'ils ont été en position de victimes. On ne peut pas permettre cela.

Dans les discussions sur la loi sur l'eau, la loi minière et d'autres lois, il devenait impossible de débattre avec Pachakutik. Leur vision est fondamentaliste et fortement influencée par les ONG étrangères, qui tiennent un discours écologique déformé, lequel ne prend pas en compte les grands besoins du peuple équatorien. Le vice-président bolivien vient d'écrire un livre où il explique comment les ONG sont collectivement responsables de la perte de souveraineté des États sur de vastes étendues de l'Amazonie. Nous ne sommes pas étrangers à cette réalité en Équateur. Dans le cas de la loi sur l'eau, nous étions d'accord sur 80 % de la législation, mais Pachakutik s'est accroché à l'idée que l'organisme d'État responsable de la gestion de l'eau dans le pays devrait être composé seulement de représentants des communautés, de comuneros et de comités de l'eau. Et la légitimité démocratique? Comment imaginer un organisme public contrôlant un secteur aussi important pour le pays que l'eau sans la présence politique du gouvernement, de l'État national ? Il y a là des différences conceptuelles : nous ne sommes pas corporatistes; les chefs indigènes cherchent souvent à avoir des institutions qu'ils puissent contrôler, mais

nous dépassons cette vision fragmentaire de l'État. La conséquence a été que Pachakutik, s'alignant sur l'opposition de droite à l'Assemblée, n'a pas permis que soit approuvée la loi sur l'eau, et aujourd'hui nous avons toujours la même loi votée par les néo-libéraux dans les années 1990 – une loi qui ne permet pas à l'État de réglementer le secteur de l'eau. Ce n'est qu'un exemple. Il y en a plusieurs autres sur lesquels Pachakutik a régulièrement voté avec la droite : ils n'ont pas soutenu la création de l'ALBA; ils n'ont pas soutenu la mise en place du SUCRE et de l'architecture financière régionale; ils se sont simplement abstenus lors d'un vote condamnant la décision scandaleuse du CIRDI qui oblige l'Équateur à payer plus de 2,2 milliards de dollars à Occidental Petroleum. Finalement, pendant la tentative de déstabilisation de notre démocratie, le 30 septembre 2010, les chefs indigènes ont appelé leur base à se mobiliser contre le Président et son mandat démocratique et constitutionnel. Il n'est pas facile de dialoguer dans ces conditions. Croyez-moi quand je dis que cette situation me pèse. Dans ma jeunesse j'ai vécu quelque temps dans l'une des régions indigènes les plus pauvres du pays. J'y ai appris un peu de quechua, j'ai appris la dureté de la vie des paysans indigènes, j'ai fait de l'alphabétisation et de la formation politique avec des gens qui sont maintenant à la tête de la CONAIE. Je comprend les questions qui sont en jeu, et je pense que nous pouvons faire beaucoup plus pour ces secteurs, mais il est difficile d'entretenir un dialogue quand les points de vue politiques sont si étroits. J'ai toujours traité le mouvement indigène en égal – loin de l'infantilisation des acteurs indigènes ou de leur traitement comme victimes, comme l'ont toujours fait les ONG et une certaine gauche paternaliste – ce qui veut dire que je peux parfois être dur avec eux, comme je le suis avec n'importe qui. Nous ne partageons pas la vision de la question indigène comme étant un problème réservé aux indigènes, qu'il faudrait traiter à travers les institutions indigènes. C'est là le point de vue du néo-libéralisme multiculturel qui a proliféré en Amérique latine dans les années 1990. La question indigène est une question qui s'adresse à l'Équateur tout entier, et toutes les institutions publiques doivent contribuer à la résoudre, qu'elles soient sous la responsabilité d'indigènes ou non. De ce point de vue nous avons fait de grands pas vers l'inclusion des indigènes dans l'enseignement, l'université, la santé, entre autres. Les plus grandes réductions de la pauvreté que nous avons obtenues l'ont été parmi les indigènes. Mais il reste beaucoup à faire.

Vous avez évoqué le processus populaire-constitutionnel de 2008, qui est une constante des gouvernements bolivariens réformistes de gauche en Amérique latine dans la dernière décennie. Quelle forme a-t-il pris en Équateur, et quels problèmes sociaux et politiques l'Assemblée constituante a-t-elle eu à résoudre ?

La demande d'une Assemblée constituante a été notre réponse à l'appel iQue se vayan todos! - « Qu'ils s'en aillent tous ! » - de l'insurrection populaire qui a renversé le gouvernement Gutiérrez en 2005, connue sous le nom de « rébellion des hors-la-loi ». Nous avons essayé de donner à cette aspiration une forme concrète, d'une manière radicale mais démocratique et constitutionnelle. Les acteurs et les partis qui gouvernaient l'Équateur depuis 1979 manquaient alors de toute légitimité. Notre objectif était de poser les bases d'un nouveau contrat qui permettrait au pays d'émerger du néolibéralisme, de retrouver sa souveraineté nationale sur les ressources stratégiques, et de remettre l'état démocratique au premier rang de la politique sociale. La demande d'une nouvelle Assemblée constituante nous permettait de regagner la confiance du peuple et de restaurer la valeur de ce mot comme composante substantielle de la vie politique du pays, malgré le fait que nous n'avions pas de parti organisé. Nous avons obtenu le soutien de 80 % des Équatoriens au référendum qui établissait l'Assemblée constituante. Ce fut la première défaite importante de la droite et des forces réactionnaires du pays.

Une fois l'Assemblée en place, les défis auxquels elle a dû faire face ont été immenses. Nous avons essayé de poser les bases constitutionnelles non seulement pour l'action de notre

gouvernement, mais pour l'État et la société équatorienne dans les décennies à venir. Nous avons tiré notre inspiration de différentes expériences démocratiques et populaires, mais le texte lui-même est une réponse nationale à nos problèmes concrets et à nos utopies. En même temps nous avons été novateurs et créatifs dans nos propositions: des idées telles que les « droits de la nature », la « citoyenneté universelle », l'Équateur comme « territoire libre de bases militaires », entre autres, ont été conçues dans la chaleur des débats entre les membres de l'Assemblée et la société. Peut-être avons-nous été ingénus ou trop idéalistes sur certains points, mais c'est aussi une part du processus constitutionnel : produire un horizon d'aspirations qui nous permet de nous imaginer en tant que pays, dans le cadre d'un projet collectif. Un exemple de réponse imaginative et endogène à notre expérience politique propre est ce que la Loi suprême appelle *muerte cruzada*, la « mort croisée » : en cas d'affrontements entre les pouvoirs exécutif et législatif, ceci permet à l'un de demander la fin des fonctions de l'autre, ce qui a pour résultat des élections générales immédiates pour les deux pouvoirs. Ce dispositif, spécifique aux régimes parlementaires (bien que notre système politique soit présidentiel), offre une solution institutionnelle aux crises politiques récurrentes du pays. Il ne faut pas oublier qu'entre 1996 et 2005, aucun président n'a réussi à terminer son mandat, et que trois ont été renversés à l'occasion de vastes mobilisations sociales.

La Constitution nous trace un horizon, mais elle ne résout pas automatiquement les problèmes du pays. Le vrai combat politique a commencé après l'approbation de la constitution, dans un processus de transition institutionnelle impliquant tout un train de lois destinées à donner une forme concrète aux principes constitutionnels. En 2010, quand nous avons voté une loi en accord avec la Constitution – la loi sur le service public – les forces les plus rétrogrades du pays se sont mobilisées violemment contre le gouvernement et ont mis la démocratie au bord du gouffre. Ce n'est pas une coïncidence si la transition post-constituante a été plus tendue et plus riche en conflits que le processus constituant lui-même.

Traduit de l'anglais par Frédérique Rey, Bernard Leprêtre et Alex Tessereau.

Edition : Mémoire des luttes